



Les Verts

Groupe local de Clichy
www.verts-clichy.net
verts-clichy92@orange.fr

PLUS DE POLICE ? OU PLUS DE JUSTICE ?

LES QUESTIONS DE SECURITE s'inscrivent à nouveau au premier plan du débat public à l'occasion de la campagne présidentielle.

Pour **Les Verts**, les lois proposées par Nicolas Sarkozy sur l'immigration et la prévention de la délinquance n'apportent que de fausses réponses dangereuses qui portent atteinte aux libertés fondamentales des citoyens.

Quelles politiques la Gauche peut-elle proposer pour assurer la tranquillité publique ? La sécurité, ne serait-ce pas d'abord la justice sociale ?

Venez en discuter avec nous lors d'un **débat citoyen**
en présence de deux parlementaires qui ont combattu ces lois:

LE LUNDI 11 DECEMBRE à 20h30

SALLE HEIDENHEIM A CLICHY

(au-dessus du marché, en face de la mairie)

**Avec ALIMA BOUMEDIENNE, Sénatrice
et NOEL MAMERE, Député**

***Non à l'idéologie sécuritaire et liberticide !
Oui à une société solidaire et fraternelle !***

Contactez-nous et adhérez : verts-clichy92@orange.fr



Clichy, le 01/12/06

Groupe local de Clichy
www.verts-clichy.net
verts-clichy92@orange.fr

Bonjour,

Nous vivons une époque où l'idéologie sécuritaire imprègne toutes les politiques publiques. Sarkozy en est le chef d'orchestre, mais la gauche n'est pas à l'abri de cette dérive.

Le gouvernement ne cesse d'être porteur de lois réactionnaires et liberticides.

- celles de François Fillon et Gilles de Robien à l'Éducation Nationale.
- celles de Dominique Perben et Pascal Clément à la Justice.
- celles de Nicolas Sarkozy sur l'immigration et maintenant la prévention de la délinquance.
- et même celle de Jean-Louis Borloo sur la cohésion sociale.

Dans le département des Hauts-de-Seine, le Conseil général impose les policiers au collège. À Clichy, on voit s'installer de la vidéosurveillance sur la voie publique. Par ailleurs, quel est l'intérêt pour un Maire de connaître les noms des familles et des jeunes en difficulté suivis par les travailleurs sociaux, tel que le prévoit le projet de loi Sarkozy ? Serait-ce de les sanctionner au moment où ils font une demande à un service municipal ?

Un collectif de lutte contre la délation s'est mis en place au niveau national (www.abri.org/antidelation). Sur le plan local, nous pouvons associer les instituteurs, les professeurs, les éducateurs, les animateurs, les assistantes sociales, les psychologues, les médecins, tous les travailleurs sociaux et aussi les parents d'élèves pour affirmer d'autres valeurs. Nous devons établir des liens avec les élus politiques qui refusent que leur fonction soit pervertie par la loi Sarkozy.

Nous vous invitons donc à une réunion publique avec :

Alima BOUMÉDIENNE, sénatrice verte,
et **Noël MAMÈRE**, député vert,
qui ont tous les deux combattu les lois Sarkozy au parlement :

le **LUNDI 11 DÉCEMBRE à 20H30**, salle Heidenheim
(au-dessus du marché, face à la mairie).

Alain Fournier,
secrétaire du groupe local.